

LE PETIT PROVENÇAL

Journal Quotidien d'Union Nationale

N° 13.886 — QUARANTIÈME ANNÉE — VENDREDI 12 FÉVRIER 1915

LE NUMÉRO 5 CENTIMES

75, Rue de la Darse, 75 — Marseille

ANNONCES

Annonces Anglaises, la ligne : 1 fr. — Réclames : 1.75 — Faits divers : 3 fr.
Après Chronique Locale, la ligne : 5 fr. — Chronique Locale : 10 fr.
Les insertions sont exclusivement reçues
A Marseille : Chez M. G. Allard, 31, rue Pavillon, et dans nos bureaux
A Paris : A l'agence Havas, 8, place de la Bourse, pour la publicité extra-régionale

ABONNEMENTS
Marseille, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse, Gard, 6 Mois 9 fr. Un An 17 fr.
et Basses-Alpes 5 fr. 9 fr. 17 fr.
Autres départements et l'Algérie 6 fr. 11 fr. 20 fr.
Étranger (Union postale) 8 fr. 17 fr. 30 fr.
Les Abonnements partent des 1^{er} et 16 de chaque mois
Ils sont reçus à l'administration du Journal et dans tous les Bureaux de Poste

Leur idéal et le nôtre

La réponse des institutrices et des instituteurs français aux instituteurs allemands est une belle et noble affirmation de l'idéal qui a toujours été celui de la France, du générateur idéal de civilisation, de liberté et de droit humain pour lequel nos admirables armées luttent en ce moment, d'accord avec les armées alliées.

Le document auquel cette réponse a été faite était cet hypocrite manifeste dans lequel l'Association des instituteurs allemands et l'Union des instituteurs catholiques de l'empire allemand avaient prétendu démentir les trop légitimes accusations de barbarie dirigées contre les hordes teutoniques. Pour les instituteurs allemands, comme pour les professeurs des Universités, et comme pour les « intellectuels » d'Outre-Rhin, il n'était pas vrai que les soldats du kaiser eussent commis les monstrueuses atrocités contre lesquelles s'est élevée la révolte indignée de toutes les nations non inféodées à l'Allemagne. Trois manifestes rédigés dans des formes différentes, mais conçus dans un même esprit de perfidie et d'imposture, avaient donc été lancés sur un mot d'ordre trop évident venu du pouvoir : le manifeste des « intellectuels », le manifeste des professeurs des Universités et enfin le manifeste des instituteurs.

Nous avons dit en leur temps ce qu'il fallait penser de ces papiers impudents, de ces grotesques manifestations de commande qui ne pouvaient tromper personne. Mais il nous plaît, en enregistrant aujourd'hui la réponse très nette et très ferme que le manifeste de la Fédération amicale des institutrices et instituteurs de France vient de faire spécialement au manifeste des instituteurs allemands, d'en souligner l'excellent esprit. Car, c'est un esprit qui est conforme en tous points à notre génie national.

Le manifeste des institutrices et instituteurs français ne se borne pas, en effet, — ce qui était, en vérité, trop facile, — à repousser le plaidoyer ridicule et grossier des instituteurs allemands. Il ne se borne pas à opposer aux avocats d'office des armées du kaiser tous les crimes, toutes les lâchetés, toutes les abominations dont tant de témoignages recueillis en tant d'enquêtes ont démontré et continuent de démontrer, chaque jour encore, l'indéniable horreur. Il ne se borne pas à flétrir les infamies sans précédent par lesquelles les armées allemandes se sont à jamais déshonorées. Mais il évoque aussi, avec une juste rigueur, les responsabilités des instituteurs allemands à côté des responsabilités des officiers et soldats allemands.

Les membres du personnel enseignant primaire français accusent publiquement les instituteurs d'Outre-Rhin d'être les premiers responsables du misérable état d'esprit qui, passant du peuple allemand dans les armées allemandes, a fait de ces armées un objet de dégoût et d'exécration pour l'univers civilisé.

On a dit et redit, après nos désastres de 1870-71, que c'était le maître d'école allemand qui nous avait vaincus ; et que l'on peut dire aujourd'hui, avec plus de raison, c'est que les détestables doctrines qui sont à la base de l'éducation germanique ont, sinon créé, du moins aggravé et exaspéré jusqu'à une sorte de démente les pires dispositions des Allemands.

Les instincts de basse rapine et de cruauté sauvage qui constituent le fond du tempérament allemand sont sans doute aussi anciens que la race germanique elle-même, comme le prouvent tous les récits et tous les témoignages de l'histoire, tous les récits et tous les témoignages qui, à travers une longue série de siècles, s'accroissent pour nous montrer dans les Germains en lutte à peu près constante contre la civilisation latine d'immenses barbares furieusement déchaînés. Mais la tâche d'éducateurs consciencieux eût été précisément de s'efforcer d'atténuer les mauvais penchants, de corriger les instincts criminels, de lutter contre le déclassement de la barbarie ancestrale. Or, les éducateurs d'Outre-Rhin ont fait tout le contraire.

Non pas seulement les instituteurs, mais aussi les professeurs des gymnases et ceux des facultés, semblent n'avoir eu qu'une pensée : enseigner le culte de la violence et selon le mot tristement célèbre que leur avait légué Bismarck, contenir les Allemands dans leur enfance que la Force prime le Droit.

Instituteurs et professeurs allemands, ainsi que toute la séquelle des « intellectuels » qui sont l'orgueil de la Kultur germanique, ont voulu persuader que l'Allemagne, étant la puissance la plus forte de l'Europe et du monde, avait par suite le droit d'opprimer l'Europe et le monde. Ils ont développé et exalté la fameuse formule de la Deutschland über alles ! C'est-à-dire de « l'Allemagne au-dessus de tout ! ». C'est des semences qu'ils ont jetées et qu'ils ont fait germer dans les esprits qu'est sortie cette bruante et ennuieuse doctrine

du pangermanisme à laquelle nous devons la guerre actuelle avec son abominable cortège d'infamies et d'horreurs.

Les institutrices et les instituteurs français ne prétendent pas, eux, mettre la France au-dessus de tout, « car, déclarent-ils, ce ne serait pas l'honneur que la mettre au-dessus du droit, de la justice et de la probité ». Ils ajoutent qu'« ils la veulent forte, non pas contre le droit, mais par le droit et pour le droit ». Et après avoir dit que nos vaillants soldats et leurs éducateurs combattent et meurent pour la liberté, pour l'égalité et pour la fraternité, ils concluent en proclamant qu'ils attendent « avec confiance le jugement des nations et de l'histoire sur cette guerre, conflit entre la morale de la Force et la morale du Droit ».

Ce langage, qui est un langage de probité et de fierté bien françaises, exprime de la plus heureuse façon non pas seulement les sentiments de nos institutrices et de nos instituteurs, mais aussi la grande idée dont s'inspire toute la conception de notre éducation populaire.

Cette éducation ne se résigne pas à reconnaître que la Force est tout dans le monde et elle s'insurge contre ceux qui voudraient qu'elle primât le Droit. Certes, il ne s'agit pas de méconnaître la nécessité pour un pays d'être fort, et cette nécessité, en dépit de certains sophismes dont pour notre part nous n'avons jamais cessé de dénoncer la dangereuse absurdité, s'impose même comme la plus impérieuse pour une grande nation comme la nôtre : ne faut-il pas être fort pour être respecté ? Mais la Force se disqualifie elle-même si elle a la monstrueuse prétention de s'exercer contre le Droit, — contre tous les droits qui constituent une sorte d'héritage d'honneur inaliénable pour l'humanité d'aujourd'hui : le droit des gens, le droit des nations à l'indépendance et à la liberté, le droit humain. La Force n'apparaît comme légitime que si elle est au service du Droit. Et c'est pour cela qu'une véritable éducation nationale doit savoir concilier le culte du sentiment patriotique le plus ardent avec celui des plus nobles sentiments de liberté, de justice et d'humanité.

Tel est l'idéal qui guide notre personnel enseignant, ce personnel enseignant qui, ainsi que nous le faisons ressortir il y a quelques jours à peine, ne prouve pas seulement sa grandeur d'âme à l'École, mais aussi autour de l'École et sur les champs de bataille. Cet idéal, nous le répétons, est tout à fait conforme à notre génie français. Il s'opposera victorieusement aux barbares doctrines de tous les pédants à lunettes, de tous les cuistres et de tous les pieds-plats d'Outre-Rhin.

CAMILLE FERDY.

Les livrets de caisses d'épargne des soldats tués à l'ennemi

Le ministre du Commerce a fait la réponse suivante à une question de M. Raoul Péret, député.

Pour obtenir la liquidation d'un livret de la Caisse nationale d'épargne ouvert au nom d'un militaire tué à l'ennemi, il suffit que les héritiers produisent, à l'appui d'une demande de remboursement, un certificat de propriété daté du 30 juillet 1914 à l'adresse de l'ancien titulaire. Lorsque le livret représente un avoir ne dépassant pas 150 francs, il peut être remboursé sur la production d'un certificat de propriété daté du 30 juillet 1914 à l'adresse de l'ancien titulaire. La Caisse nationale d'épargne ne peut, en effet, liquider immédiatement les livrets dépendant d'une succession lorsque leur avoir est supérieur à 50 francs, puisque le décret du 30 juillet 1914 a limité à ce maximum le montant des remboursements qui peuvent être payés chaque quinzaine ; mais lorsque les ayants droit en manifestent le désir, elle autorise, à leur profit, des remboursements, par acomptes successifs de 50 francs.

La Piraterie allemande

Le rapport officiel sur le torpillage de « l'Amiral-Ganteaume » par un sous-marin allemand

Un sous-marin allemand ayant, il y a quelques semaines, torpillé le vaisseau de commerce français « Amiral-Ganteaume », une enquête avait été ordonnée par le ministre de la marine.

Les divers rapports reçus par le département, notamment celui du commandant du navire et ceux des autorités commandant le front de mer de Boulogne et de Calais, ont été portés à la connaissance des pays neutres, dont l'importance s'est accrue par la publication d'un récent décret de l'Amirauté allemande.

Voici le texte du memorandum en question : Les informations de presse ont fait connaître en leur temps l'explosion suivie de naufrage, dont le vapeur français Amiral-Ganteaume a été la victime et qui a entraîné la perte de trop nombreuses vies humaines.

Après avoir fait procéder par les autorités compétentes à une enquête minutieuse, le gouvernement de la République a l'honneur de porter à la connaissance des puissances les faits suivants : Le 26 octobre 1914 le vapeur français, Amiral-Ganteaume, de 4.589 tonneaux, appartenant à la Compagnie française des Chargeurs Réunis, partit de Calais à 14 heures à destination de La Pallice, après avoir embarqué 2.500 réfugiés des deux sexes fuyant le théâtre des hostilités. Le 27 octobre, le navire se trouvant à 4 milles 1/2 sud-ouest du cap Gris-Nez, une explosion formidable se produisit à tribord entre les machines et la chaudière, soulevant une colonne d'eau d'environ cinquante mètres, et jonchant le navire de débris de toutes sortes. Terriblement secoué, le navire se pencha sur bâbord, l'eau envahit presque immédiatement les compartiments des machines, de la

chaufferie, une soute et la cale n. 2. Des hommes d'équipage, des passagers avaient été tués sur le coup. Le navire était désamarré. Grâce à de prompts secours obtenus rapidement dans des eaux aussi fréquentées, la plupart des hommes de l'équipage et des passagers purent heureusement être sauvés. Le nombre des manquants s'est élevé à une trentaine, tués ou noyés. L'épave du navire a pu être remorqué jusqu'à Boulogne, où elle fut maintenue sans visiter 29 sans visite, après un voyage de 1.200 milles. Les visites effectuées à l'enquête auxquelles il a été procédé, il résulte que l'Amiral-Ganteaume avait été traité comme un navire marchand et non comme un navire de guerre. D'une part, l'homme de barre, maître Amiral, et l'électre mécanicien Heblot, ont aperçu l'un la torpille, l'autre le périscope.

D'autre part, les morceaux de la torpille elle-même furent retrouvés. Ils ont permis de constater qu'il s'agissait d'une torpille automobile de construction allemande. Les inscriptions en langue allemande Prüfer unter et Sprengung y étaient encore lisibles. L'attaque du navire français et de ses passagers a été accomplie par le bâtiment de la marine impériale allemande ; si sans oser mentionner ses couleurs, le bâtiment n'aurait pas semencé ; si sur un navire de commerce sans défense, chargé de femmes, enfants et vieillards ; si sans aucune utilité militaire stratégique ou navale et sans autre résultat possible que le meurtre d'individus inoffensifs

et la destruction d'un navire de commerce en dehors de toute capture et de toute possibilité ultérieure de procédure et de jugement de prise.

Si, en dehors d'une loi écrite, c'est un principe acquis du droit des gens maritime que les navires de commerce ennemis sont sujets à capture, il est admis que les navires de commerce ennemis capturés peuvent être détruits sous conditions d'en mettre en sécurité l'équipage, les passagers et les papiers de bord ; sous réserve de la décision ultérieure d'une Cour de prise.

Jamais, même aux époques les plus barbares de l'histoire navale, aucune marine n'avait souillé son pavillon d'un crime semblable à celui de la marine impériale allemande, qui n'a même pas pour prétexte le lucre d'un acte de piraterie.

De semblables attentats ne sont pas dignes d'une protestation. Mais le gouvernement de la République croit agir dans l'intérêt commun du monde civilisé en portant publiquement ces faits à la connaissance des autres gouvernements qui, comme lui, avaient reçu cette déclaration solennelle faite par le gouvernement impérial allemand devant toutes les puissances.

Les officiers de la marine allemande, je le dis à haute voix, remplissent toujours de la manière la plus stricte les devoirs qui découlent de la loi non écrite de l'humanité et de la civilisation.

LES SOCIALISTES ALLIÉS

La Conférence de Londres

On sait qu'une conférence doit réunir, le dimanche 14 février, à Londres, les délégués des partis socialistes des pays alliés. Les socialistes français ont examiné le mandat qu'il convenait de donner à leurs délégués dans une réunion à laquelle assistaient MM. Jules Guesde et Marcel Sembat, les deux membres socialistes du gouvernement.

Déclarations de M. Jules Guesde
— Qu'allons-nous dire à cette conférence ? Qu'y allons-nous faire ? s'est demandé M. Jules Guesde. Et il a fait cette réponse très nette :

Il s'agit, d'abord, d'établir qu'il ne saurait être question de paix — réduite à la plus dangereuse des trêves — tant que l'impérialisme allemand n'aura pas été écorché. Le devoir qui s'impose aux socialistes, à ceux qui veulent réellement débarrasser l'humanité de ces cauchemars de sang, est de continuer la lutte jusqu'au bout, en fermant toutes les oreilles qui pourraient s'ouvrir à des murmures de lassitude.

Il nous faut, d'autre part, déclarer bien haut — ce qu'on n'a peut-être pas fait suffisamment fréquemment — que cette guerre qui nous a été imposée, nous ne la faisons pas — et ne l'avons jamais faite — à la nation allemande à laquelle nous sommes prêts à tendre une main fraternelle dès qu'elle aura fini avec son kaiser et l'impérialisme prussien dont elle n'est pas moins victime que nous.

Il faut que, enfin et surtout, la victoire obtenue, nous sachions en user humanement et en faire surgir une Europe nouvelle, basée sur les nationalités satisfaites, ne laissant plus place à des antagonismes de races, mais à seul antagonisme des classes, que le so-

cialisme triomphant doit et peut seul faire disparaître.

C'est ainsi que la victoire française, ainsi rapportée, sera, au même temps que la condition, la préface de la victoire socialiste de demain.

Déclarations de M. Marcel Sembat
M. Marcel Sembat a d'abord démontré que socialistes allemands et socialistes français ne sont pas, au point de vue de la justice, sur le même plan : « Les socialistes allemands n'ont pas élevé la voix contre la violation de la neutralité de la Belgique. Cette violation fut un attentat monstrueux contre le droit. On n'entre pas en conversation avec les gens qui nient cela. C'est parce que nous défendons le droit violé que nous pouvons en toute conscience faire appel à l'intervention des neutres ».

En ce qui concerne le travail de la conférence de Londres, M. Marcel Sembat a dit : Nous irons parler de la future paix ? Sans doute. Mais non pas nous irons à une propagande de paix qui ne serait qu'une manœuvre de guerre.

Nous allons que toujours les Allemands — rappelés, sera, au même temps que la condition, la préface de la victoire socialiste de demain.

Déclarations de M. Marcel Sembat
M. Marcel Sembat a d'abord démontré que socialistes allemands et socialistes français ne sont pas, au point de vue de la justice, sur le même plan : « Les socialistes allemands n'ont pas élevé la voix contre la violation de la neutralité de la Belgique. Cette violation fut un attentat monstrueux contre le droit. On n'entre pas en conversation avec les gens qui nient cela. C'est parce que nous défendons le droit violé que nous pouvons en toute conscience faire appel à l'intervention des neutres ».

En ce qui concerne le travail de la conférence de Londres, M. Marcel Sembat a dit : Nous irons parler de la future paix ? Sans doute. Mais non pas nous irons à une propagande de paix qui ne serait qu'une manœuvre de guerre.

Nous allons que toujours les Allemands — rappelés, sera, au même temps que la condition, la préface de la victoire socialiste de demain.

Déclarations de M. Marcel Sembat
M. Marcel Sembat a d'abord démontré que socialistes allemands et socialistes français ne sont pas, au point de vue de la justice, sur le même plan : « Les socialistes allemands n'ont pas élevé la voix contre la violation de la neutralité de la Belgique. Cette violation fut un attentat monstrueux contre le droit. On n'entre pas en conversation avec les gens qui nient cela. C'est parce que nous défendons le droit violé que nous pouvons en toute conscience faire appel à l'intervention des neutres ».

En ce qui concerne le travail de la conférence de Londres, M. Marcel Sembat a dit : Nous irons parler de la future paix ? Sans doute. Mais non pas nous irons à une propagande de paix qui ne serait qu'une manœuvre de guerre.

Nous allons que toujours les Allemands — rappelés, sera, au même temps que la condition, la préface de la victoire socialiste de demain.

Déclarations de M. Marcel Sembat
M. Marcel Sembat a d'abord démontré que socialistes allemands et socialistes français ne sont pas, au point de vue de la justice, sur le même plan : « Les socialistes allemands n'ont pas élevé la voix contre la violation de la neutralité de la Belgique. Cette violation fut un attentat monstrueux contre le droit. On n'entre pas en conversation avec les gens qui nient cela. C'est parce que nous défendons le droit violé que nous pouvons en toute conscience faire appel à l'intervention des neutres ».

En ce qui concerne le travail de la conférence de Londres, M. Marcel Sembat a dit : Nous irons parler de la future paix ? Sans doute. Mais non pas nous irons à une propagande de paix qui ne serait qu'une manœuvre de guerre.

Nous allons que toujours les Allemands — rappelés, sera, au même temps que la condition, la préface de la victoire socialiste de demain.

Déclarations de M. Marcel Sembat
M. Marcel Sembat a d'abord démontré que socialistes allemands et socialistes français ne sont pas, au point de vue de la justice, sur le même plan : « Les socialistes allemands n'ont pas élevé la voix contre la violation de la neutralité de la Belgique. Cette violation fut un attentat monstrueux contre le droit. On n'entre pas en conversation avec les gens qui nient cela. C'est parce que nous défendons le droit violé que nous pouvons en toute conscience faire appel à l'intervention des neutres ».

En ce qui concerne le travail de la conférence de Londres, M. Marcel Sembat a dit : Nous irons parler de la future paix ? Sans doute. Mais non pas nous irons à une propagande de paix qui ne serait qu'une manœuvre de guerre.

Nous allons que toujours les Allemands — rappelés, sera, au même temps que la condition, la préface de la victoire socialiste de demain.

LA GUERRE

De violents engagements ont lieu en Argonne et en Alsace

Des avions ennemis survolent nos positions sans résultat

Paris, 11 février.

A raison du voyage de M. Poincaré sur le front, le prochain Conseil des ministres est fixé à samedi.

Communiqué officiel

Paris, 11 février.

Le gouvernement fait, à 15 heures, le communiqué officiel suivant : Sur tout le front jusqu'en Champagne, duels d'artillerie.

Dans la région du Nord, plusieurs sorties d'avions de part et d'autre. Les projectiles lancés par les avions ennemis dans nos lignes n'ont eu aucun effet.

En Champagne, une attaque allemande sur les bois dont nous nous sommes récemment emparés au nord de Mesnil-les-Hurlus, a été repoussée.

En Argonne, la lutte autour de l'ouvrage Marie-Thérèse a été très violente. D'après les derniers renseignements reçus, les forces allemandes comprenaient environ une brigade. Nous avons maintenu toutes nos positions. Les pertes de l'ennemi sont considérables ; les nôtres sont sérieuses.

Dans les Vosges, brouillard épais et neige abondante. C'est par une nuit très obscure qu'a été engagée l'action d'infanterie signalée hier à la Fontenelle, dans le Ban-de-Sapt. Les Allemands y avaient engagé deux bataillons au moins. Après avoir cédé du terrain, nos troupes l'ont repris presque intégralement dans la journée du 10, par une série de contre-attaques.

LA SITUATION

(De notre correspondant particulier)

Paris, 11 février.

Le dernier communiqué russe, parlant des pertes infligées aux Allemands, dit qu'elles sont sans précédent dans l'histoire. On peut le croire, puisque l'état-major général des alliés l'affirme. Celui-ci n'ignore pas les effroyables hécatombes de Boches sur l'Isère et ailleurs. Si dans les Karpathes les troupes

du kaiser ont subi une salignée encore plus forte, on peut se demander quelle peut bien être l'étendue de leur sacrifice.

C'est en vain que la folle sanguinaire des deux empereurs précipite à la mort par dizaines de mille leurs meilleurs soldats, dont il faut reconnaître le grand courage. Ils ne peuvent arriver à briser le cercle de fer qui se resserre autour d'eux.

L'armée ottomane, qui devait envahir l'Égypte et soulever le monde musulman de l'Inde et de l'Afrique, est en déroute, comme celle du Caucase. On annonce que cette dernière va être remplacée par une autre. En admettant que les Jeunes-Turcs la trouvent, il n'est pas téméraire de penser qu'elle aura le même sort que la première.

Dans les Karpathes, après l'effroyable massacre de Toulchola, les austro-Allemands démoralisés ne pourront plus opposer aux Russes qu'une résistance affaiblie.

En Pologne, von Hindenburg a échoué dans

toutes ses tentatives sur Varsovie, et par conséquent s'en rendre compte. C'est maintenant du côté de la Prusse orientale, pour barrer la route à nos alliés, dont l'avance commençait à inquiéter sérieusement le kaiser, que von Hindenburg dirige ses efforts. Il pourra peut-être arrêter pendant quelque temps les Russes, mais il saura ce qu'il en coûte à ses armées, et d'autre part, tandis qu'il combattra dans cette région, nos alliés, en admettant qu'il y parviennent, n'auront pas assez de forces pour l'arrêter sur les autres parties de l'immense front.

Les événements, sur le théâtre oriental, prennent une tournure décisive, ce qui ne peut pas dire que la solution est proche, mais elle apparaît de plus en plus inévitable. Cette constatation peut avoir de très grosses conséquences immédiates, en attendant, s'il en est temps encore, la Bulgarie sur la pente fatale où elle s'engageait visiblement. Il ne faudrait pas que l'opinion française s'émoussât de la défection de cette dernière, si elle se produit.

Les alliés, qui n'auraient pas pu l'empêcher, ont le moyen de parer aux dangers qu'elle pourrait constituer, et, une fois de plus, le génie diabolique de l'intrigue allemande en serait pour ses frais. La Bulgarie aurait décréé, elle-même, sa perte, voilà tout.

En France et en Belgique, il n'y a rien à signaler. Les Allemands se lèvent, et nos vaillantes troupes attendent au repos, un repos relatif.

MARIUS RICHARD.

La surprise de lord Kitchener

Les trois millions de soldats de l'Angleterre

Paris, 11 février.

La Liberté publie l'interview ci-après : L'Angleterre peut-elle vraiment mettre sur pied trois millions de combattants bien entraînés, complètement armés et équipés, sans recourir au service obligatoire et personnel ? Telle est la question que je posais, hier soir, à un général anglais rencontré jadis à Aldershot, et aujourd'hui en route pour le front. Je lui passe la parole :

« Je crois que notre système d'engagements volontaires nous permettrait de trouver, dans le Royaume-Uni et dans les colonies, en dehors de tout contingent indien, trois millions de soldats d'une préparation militaire de trois à six mois entraînant d'une façon suffisante pour leur performance d'affronter notre très dur adversaire. Nos hommes sont, a priori, familiers avec la pratique des sports, et beaucoup savent tirer et sont même, à cet égard, d'une très grande habileté. »

« On s'engagera volontiers, parce qu'il s'agit de le faire pour la durée de la guerre seulement. Or, contrairement à ce que je lis dans vos journaux, nous ne croyons pas que la résistance de l'Allemagne soit indéfinie. L'argument financier et économique amènera bientôt la fin de la lutte. Avant d'entamer les négociations de paix, l'Allemagne fera un dernier et violent effort pour améliorer sa situation et être en moins mauvaise posture pour causer. C'est alors que sa puissance escaire, la carte finale à jouer, viendra nous provoquer en un combat décisif et meurtrier. »

« Au fur et à mesure que l'heure du dénouement approchera, nos engagements seront plus nombreux. Tel qui hésitait à partir pour une guerre de durée indéterminée, accourra dès qu'il sentira que l'acte final commence pour acquiescer les avantages matériels, le bénéfice moral, dont jouiront ceux qui auront combattu dans la grande guerre. »

« Nous avons prouvé, depuis le mois d'août, que, sous le rapport de l'organisation matérielle, nous étions à hauteur. Notre ravitaillement en munitions et en vivres fonctionnait avec une régularité que vous avez été à même de constater. »

« L'entraînement de nos troupes de nouvelle formation sera la partie délicate de notre tâche, car on admettait, jusqu'ici, qu'il est impossible d'improviser les officiers et les sous-officiers. Toutefois, parmi les anciens combattants du Transvaal, nous trouvons des hommes ayant l'expérience de la guerre. Nous aurons assez d'entraîneurs et, avec nos officiers et nos sous-officiers de réserve, qui font en ce moment leurs preuves, nous encastrerons les troupes formées par des instructeurs professionnels. »

« Les Allemands en sont, eux aussi, à la phase dans laquelle on improvise tout, même les cadres. Leurs officiers et sous-officiers de formation, ils devront opérer comme nous improviser, mais, tandis que nous sommes habitués à le faire, la création de toutes pièces d'une armée nouvelle représente, pour



NOS ARTILLEURS SUR LE FRONT

Un campement de fortune que les pluies ont transformé en village lacustre

ment en munitions et en vivres fonctionnait avec une régularité que vous avez été à même de constater. L'entraînement de nos troupes de nouvelle formation sera la partie délicate de notre tâche, car on admettait, jusqu'ici, qu'il est impossible d'improviser les officiers et les sous-officiers. Toutefois, parmi les anciens combattants du Transvaal, nous trouvons des hommes ayant l'expérience de la guerre. Nous aurons assez d'entraîneurs et, avec nos officiers et nos sous-officiers de réserve, qui font en ce moment leurs preuves, nous encastrerons les troupes formées par des instructeurs professionnels. Les Allemands en sont, eux aussi, à la phase dans laquelle on improvise tout, même les cadres. Leurs officiers et sous-officiers de formation, ils devront opérer comme nous improviser, mais, tandis que nous sommes habitués à le faire, la création de toutes pièces d'une armée nouvelle représente, pour

L'Allemagne, quelque chose d'insolite et de contraire à toutes ses traditions.

L'Action russe

Communiqué officiel russe

Pétrograde 11 Février. L'état-major du généralissime fait le communiqué officiel suivant :

En Frusse Orientale les combats ont continué dans les régions de Loudenen, Ragoupenen, Arsobiala.

Entre notre front de la rive droite et tout le front ennemi, dans les régions de Douline, Loupkoïf, Ojok, nous continuons à progresser.

Nous avons fait dans ces régions 1.500 nouveaux prisonniers, nous avons pris plusieurs mitrailleuses et un mortier.

Le budget au Conseil d'Empire

Pétrograde, 11 Février. Le Conseil d'Empire a terminé la discussion du budget du prochain exercice.

Les Allemands ont évacué Lodz

Pétrograde, 11 Février. La nouvelle annonçant l'évacuation de Lodz trouve confirmation.

La guerre n'affecte ni l'industrie ni le commerce russes

Pétrograde, 11 Février. Le président de la Commission du budget a fait l'exposé des dépenses occasionnées par la guerre.

Les Allemands à l'ouest de Varsovie ont eu la semaine dernière 50.000 morts

Paris, 11 Février. Selon une dépêche particulière de Varsovie à l'Echo de Paris, l'offensive allemande contre le front de la Bzura-Rawka fut repoussée.

La situation des Allemands est très difficile en Pologne

Londres 11 Février. Le correspondant d'un journal de Copenhague annonce que les correspondants de guerre allemands ont été autorisés par la censure à mentionner la situation des troupes allemandes en Pologne comme très difficile.

On prépare l'opinion autrichienne à la nouvelle d'une défaite dans les Karpathes

Rome, 11 Février. Les journaux viennois commencent à ouvrir l'opinion que l'issue de la lutte des Karpathes est très incertaine.

La Bourse du Travail de Parme et la campagne interventionniste

Paris, 11 Février. L'Humanité annonce que le Congrès syndical de Parme s'est terminé par l'adoption d'un ordre du jour de confiance aux dirigeants de la Bourse du Travail de Parme.

Les « Sikorsky » contre les Zeppelins

Paris, 11 Février. Les fameux Sikorsky avaient-ils été un fascio ? On pouvait le craindre.

En France

Le mariage des mobilisés

Le rendement des impôts

nous raconte que la Russie a fait un pas immense dans la bonne voie en les autres puissances ne la suivant que de très loin.

Un avion allemand abattu près de Verdun

Paris, 11 Février. Un avion allemand a été abattu près de Verdun.

Un de nos aviateurs détruit un ballon-signal de l'ennemi

Paris, 11 Février. Dans la région de Cezny (Alsace) un de nos aviateurs a détruit un ballon signal de l'ennemi.

L'équipée turque

Les succès de la flotte russe de la mer Noire

Pétrograde, 11 Février. La flotte russe de la mer Noire a bombardé Trébizonde et détruit deux ponts dans la région de Platane.

L'expédition contre l'Egypte

Un communiqué turc

Amsterdam, 11 Février. Le communiqué officiel ottoman mentionne une série extraordinaire de faits d'armes à l'actif des Turcs.

La victoire anglaise sur le canal de Suez

Le Caire, 11 Février. Un témoin oculaire des récents combats sur le canal de Suez décrit l'aspect du champ de bataille.

Sur Mer

Un hommage à l'amiral Jellicô

Londres, 11 Février. Les habitants de Butterworth (colonie du Cap) ont décidé d'offrir à l'amiral Jellicô un bal en argent massif.

Le « Ship Purchase Bill » aux Etats-Unis

Washington, 11 Février. L'obstruction des républicains contre le Ship Purchase Bill continue.

Le cas du « Wilhelmina »

Falmouth, 11 Février. Le vapeur Wilhelmina, battant pavillon américain est arrivé.

Les sous-marins corsaires

Les pays scandinaves vont protester

Copenhague, 11 Février. L'Aulinske Tidende annonce que les ministres des Affaires étrangères scandinaves conféreront prochainement sur l'adoption de mesures communes concernant les difficultés de la navigation pour les nations neutres.

La flotte sous-marine allemande

Londres, 11 Février. A la Chambre des Communes sir W. Churchill dit que 37 vaisseaux ennemis d'un tonnage de 56.766 tonnes furent capturés.

Le produit des contributions indirectes tend à se relever.

Les parlementaires sous les armes

Paris, 11 Février. On a vu que les parlementaires mobilisés doivent être nommés officiers.

Les mensonges allemands

Il n'y a pas eu entre les Etats-Unis et la Russie de correspondance pour l'ouverture de négociations de paix

Washington, 11 Février. L'ambassadeur de Russie à Washington dément les bruits répandus à l'étranger au sujet d'un échange de correspondance entre les Etats-Unis et la Russie.

Sous la Botte allemande

A Douai

Paris, 11 Février. Le Bulletin des Régions du Nord a reçu les renseignements sur l'occupation allemande à Douai.

Interdiction de l'absinthe

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi relatif à l'interdiction de la vente en gros et au détail, ainsi que de la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires.

Discours de M. Girod

M. Girod, député du Doubs, rappelle tout d'abord que M. Borne, sénateur du Doubs, disait un jour qu'on examinait la question de l'absinthe qu'il venait parler d'un moribond.

Discours de M. Ribot

M. Ribot, rapporteur, parle en faveur du vote du projet de loi.

Discours de M. Ribot

M. Ribot. — Ce projet est une œuvre de dévouement national.

Discours de M. Ribot

M. Ribot ajoute que la question de légitimes indemnités restera réservée.

Discours de M. Ribot

M. Ribot ajoute que la question de légitimes indemnités restera réservée.

Discours de M. Ribot

M. Ribot ajoute que la question de légitimes indemnités restera réservée.

Discours de M. Ribot

M. Ribot ajoute que la question de légitimes indemnités restera réservée.

LA JOURNÉE PARLEMENTAIRE

La Chambre discute le projet sur l'interdiction de l'Absinthe

Paris, 11 Février. La séance est ouverte à 2 h. 25 sous la présidence de M. Deschanel.

L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant conversion en lois des décrets pris en matière financière du 12 au 16 octobre 1914.

La Chambre adopte le projet de loi portant conversion en loi du décret pris en janvier 1915.

La Chambre adopte également le projet de loi portant régularisation du décret du 11 novembre, relatif à l'ajournement des élections des membres du Conseil des prud'hommes.

Le projet est adopté.

La Chambre adopte également le projet portant conversion en loi du décret relatif à la garantie de l'Etat en matière d'assurance contre les risques de guerre maritime.

Discours de M. Girod

M. Girod, député du Doubs, rappelle tout d'abord que M. Borne, sénateur du Doubs, disait un jour qu'on examinait la question de l'absinthe qu'il venait parler d'un moribond.

Discours de M. Ribot

M. Ribot, rapporteur, parle en faveur du vote du projet de loi.

Discours de M. Ribot

M. Ribot. — Ce projet est une œuvre de dévouement national.

Discours de M. Ribot

M. Ribot ajoute que la question de légitimes indemnités restera réservée.

Discours de M. Ribot

M. Ribot ajoute que la question de légitimes indemnités restera réservée.

Discours de M. Ribot

M. Ribot ajoute que la question de légitimes indemnités restera réservée.

Discours de M. Ribot

M. Ribot ajoute que la question de légitimes indemnités restera réservée.

Discours de M. Ribot

M. Delcassé à Londres

Notre ministre des Affaires étrangères a pu constater le complet accord existant entre les gouvernements alliés

Londres, 11 Février. M. Delcassé est arrivé à Londres dimanche. Il en est reparti ce matin.

Un télégramme de sir Edward Grey

Londres, 11 Février. Sir Ed. Grey, répondant à une dépêche de M. Delcassé déclare s'associer aux sentiments qu'exprime celui-ci.

En Alsace

La vie reprend dans les pays reconquis

Delle, 11 Février. Jusqu'à présent la vallée de Saint-Amarin n'a pas trop souffert.

En Angleterre

Le budget de la Guerre et celui de la Marine

Londres, 11 Février. La Chambre des Communes a adopté l'article du budget de la guerre portant l'effectif de l'armée à trois millions.

Les mineurs du West-Yorkshire ne feront pas grève

Leeds, 11 Février. Le conflit des mineurs de West-Yorkshire menaçant de faire grève est terminé.

En Autriche

Les troupes allemandes à la frontière hongroise

Nich, 11 Février. La presse hongroise salue l'arrivée des troupes allemandes à la frontière hongroise.

Mort du chef d'état-major médical

Berne, 11 Février. Philippe Beck, chef d'état-major médical de l'armée autrichienne, est mort de la fièvre pourpre.

En Allemagne

La mise à Berlin

Amsterdam, 11 Février. On mande de Berlin que l'émission de bons de pain serait imminente dans la capitale.

Les socialistes allemands n'approuvent pas l'attitude de Liebknecht

L'Italie et la Guerre

L'Angleterre autorise l'exportation du sulfate de cuivre en Italie

La Guerre coloniale

L'expédition portugaise de l'Angola

Les Pays neutres

Manifestations hispano-belges

Le mariage des mobilisés

Le rendement des impôts

La Guerre coloniale

L'expédition portugaise de l'Angola

Les Pays neutres

Manifestations hispano-belges

Le mariage des mobilisés

Le rendement des impôts

Chronique Locale

Expropriation des quartiers de la Bourse.

Retraites ouvrières.

Mouvement des ports.

DEMANDE LE CHARBON DE PARIS

Héurté par un cheval.

Pris sous une charrette.

Mort d'un Général espagnol

On a arrêté.

« Napoléon » au Châtelet-Théâtre.

La vengeance du repris de justice.

Débitants de boissons.

Les désespérés.

Petit Chronique.

Autour de Marseille

LA DESTROUSSE.

LA DESTROUSSE.

LA DESTROUSSE.

